

Gilets jaunes, l'appel des évêques de France

Anne-Bénédicte Hoffner Journal La Croix, le 11/12/2018 à 18h42

Dans un « appel aux catholiques de France et à nos concitoyens », publié mardi 11 décembre, le conseil permanent de la Conférence des évêques de France suggère la réunion de « groupes d'échanges et de propositions (...) invitant très largement d'autres personnes, partageant ou non notre foi ».



Blocage par les gilets jaunes du rond point menant au dépôt pétrolier de Puget sur Argens - le 3 décembre 2018 / Philippe Arnassan/Nice Matin/MaxPPP

« Sans se substituer aux politiques, l'Église offre un espace pour faire grandir la fraternité ». Dans un « appel aux catholiques de France et à nos concitoyens » publié mardi 11 décembre, le conseil permanent de la Conférence des évêques de France prend acte de la gravité de la « crise dite des gilets jaunes » et suggère la réunion de

« groupes d'échanges et de propositions (...) invitant très largement d'autres personnes, partageant ou non notre foi ».

Après le court message du président de la CEF, l'archevêque de Marseille, Georges Pontier, publié jeudi 6 décembre, les évêques de France ont décidé de prendre au sérieux les revendications des manifestants et de s'impliquer plus vigoureusement dans la recherche d'une *« sortie de crise »*.

Malaise très profond et très ancien

Celle-ci est *« révélatrice d'un malaise très profond et très ancien, qui engendre une grave défiance envers les responsables politiques »*, notent-ils. En sortir sera donc *« difficile car les enjeux sont tout autres que conjoncturels : il en va de notre capacité collective d'espérer et de bâtir l'avenir »*.

« Il faudrait être sourds ou aveugles pour ne pas nous rendre compte de la lassitude, des frustrations, parfois des peurs et même de la colère, intensifiées par les attentats et les agressions, qui habitent une part importante des habitants de notre pays, et qui expriment ainsi des attentes et de profonds désirs de changements », écrivaient-ils d'ailleurs il y a deux ans, en amont des élections présidentielles, dans un texte remarqué – et finalement prémonitoire – intitulé *Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique*.

« Il faudrait être indifférents et insensibles pour ne pas être touchés par les situations de précarité et d'exclusion que vivent beaucoup sur le territoire national », notaient-ils encore.

Manque de lieux d'échange

Or aujourd'hui, les *« lieux d'échange et de réflexion qui pourraient permettre l'émergence à une large échelle de suggestions positives élaborées ensemble »* manquent. Un manque aggravé par *« l'affaiblissement de nombreux partis politiques et un recul significatif de l'engagement syndical »*.

« Où nos concitoyens trouveront-ils des lieux appropriés » pour trouver les solutions ensemble ?, s'interrogent donc les évêques.

Parce que « *l'Église catholique dispose d'un maillage de milliers de paroisses, réparties sur l'ensemble de notre territoire et riches de la présence de multiples mouvements, aumôneries et associations de fidèles* », elle doit s'impliquer, et en particulier ses paroisses, à la fois « *lieux de prière* » et « *maisons de famille fraternelle et accueillante* ».

Contribution à la société tout entière

« *À ce moment de notre histoire, nous pouvons le montrer et apporter notre contribution pour aider notre société tout entière à surmonter la crise qu'elle traverse* », affirment les évêques de France dans leur appel.

Concrètement, ils suggèrent « *d'entreprendre (...) dans les semaines à venir (...) une réflexion qui pourra se poursuivre tout le temps nécessaire, en lien avec tout ce qui se déroulera sur le territoire* », en suscitant « *partout où ce sera possible des groupes d'échanges et de propositions en invitant très largement d'autres personnes, partageant ou non notre foi* ».

A titre de « *pistes de réflexion* », les évêques leur proposent même cinq questions : « *Quelles sont selon vous, en essayant de les hiérarchiser, les causes principales du malaise actuel et des formes violentes qu'il a prises ?* » ; « *Qu'est-ce qui pourrait permettre aux citoyens dans notre démocratie de se sentir davantage partie prenante des décisions politiques ?* » ; « *Quels sont les lieux ou les corps intermédiaires qui favoriseraient cette participation ?* »

Quel bien commun recherché ensemble

Désireux d'inciter leurs concitoyens à se tourner vers l'avenir, ils les interrogent également sur « *le "bien commun" recherché ensemble (qui) pourrait fédérer nos concitoyens* » et enfin sur les « *raisons d'espérer (qu'ils souhaitent) transmettre à (leurs) enfants et petits-enfants ?* »

« *Nous vous suggérons de transmettre vos réponses à vos élus. Votre évêque lui aussi sera heureux d'en être informé* », concluent les dix membres du conseil permanent de la Conférence des évêques de France.

Anne-Bénédicte Hoffner

